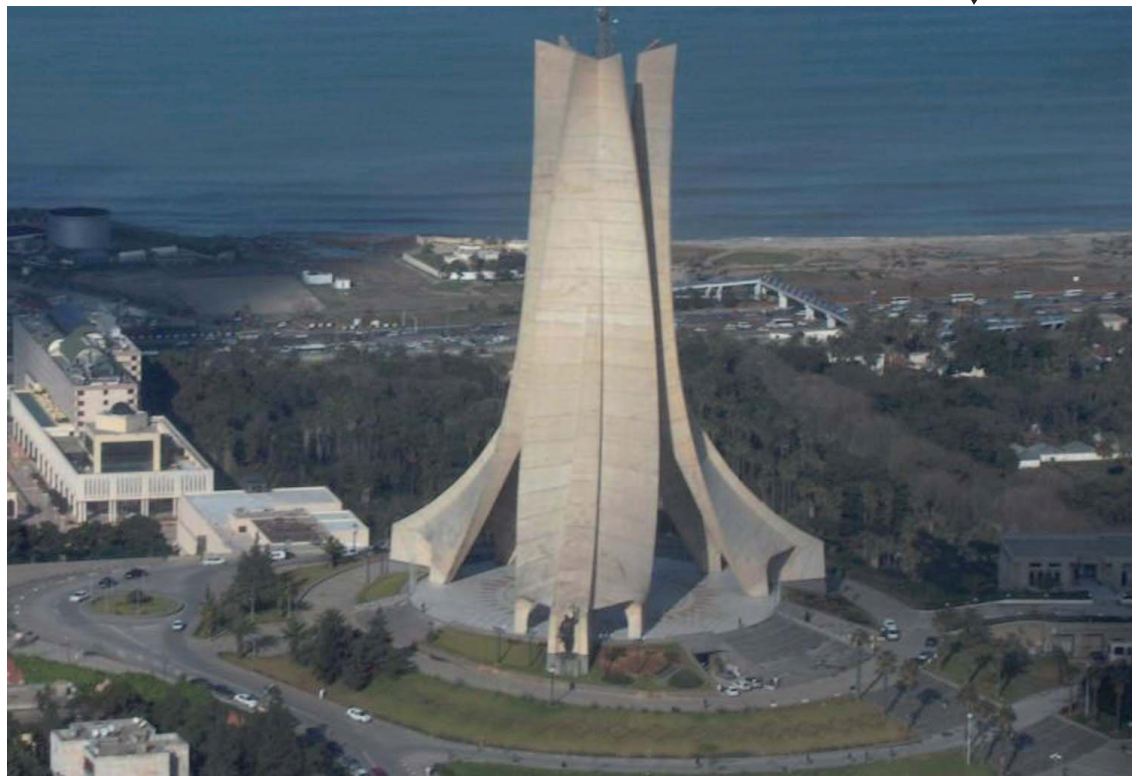


CRÉATION DE CHAMPIONS NATIONAUX, LOBBYING ET INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE

LE RETOUR EN GRÂCE DU PATRIOTISME ÉCONOMIQUE

La croissance n'est tributaire que d'une intervention accrue de l'Etat, lequel doit pleinement jouir de ses prérogatives et jouer son rôle de régulateur. Aussi, le retour en force du patriotisme économique ne peut que jouer en faveur du développement économique. Dans ce sens, l'expert et universitaire, Mourad Preure, a plaidé, lundi dans la soirée, au cours d'un débat sur les PME algériennes face aux défis de l'intelligence économique, pour la mise en place de politiques publiques devant promouvoir l'intelligence économique. Ce dernier a estimé que l'intelligence économique n'est que l'une des facettes du patriotisme économique, celui-ci n'étant pas un concept à bannir vu qu'il s'agit de préserver les intérêts d'une nation. Il indiquera, à ce titre, que des pays ayant de tout temps prôné le libéralisme économique comme les Etats-Unis, la France ou le Japon, n'hésitent pas à recourir à des mesures protectionnistes pour protéger leurs entreprises. Il citera, à titre d'exemple, les mesures prises par le Sénat américain afin de bloquer le rachat d'entreprises américaines, qu'il estimait stratégiques, par des fonds souverains étrangers.

Samira G
 (Lire en page 3)



■ Energie
Le Brésil décline l'invitation de l'Opep

(Page 8)

■ Hyundai motors Algérie
Des remises de 150 000 DA à 200 000 DA

(Page 11)

■ Air Algérie
Un deuxième vol Alger-Dakar

(Page 15)

TOMATE INDUSTRIELLE

“L'autosuffisance pour l'année prochaine”

La filière tomate renaît de ses cendres après des années de difficultés et qui ont vu 7000 postes d'emplois disparaître. A en croire le président de la Chambre nationale d'agriculture, les moyens mis en place par les pouvoirs publics porteront leurs fruits dans une année. Il s'agit " d'arriver à l'auto-suffisance l'année prochaine ". Se voulant optimiste, Mohamed Cherif Ould El Hocine, invité, hier, de la Chaîne III de la Radio nationale a tout de même fait état des besoins importants de l'Algérie. " Nos besoins en tomate double concentré sont estimés à 80.000 tonnes alors que la production cette année est de 42.000 tonnes collectées dans 4 wilayas de l'est du pays

notamment Annaba et El Tarf ". Mais on est loin de la production des années 95 et 96 où l'Algérie produisait 70 000 tonnes de tomate double concentré et arrivait même " à exporter une partie à l'étranger ", a tenu à souligner le président de la chambre nationale d'agriculture. Pour lui, la filière a été longtemps laissée à l'abandon et à " la libre appréciation des agriculteurs en relation avec les industriels et transformateurs ce qui a influé négativement sur toute la filière ". Ajouter à cela " le rétrécissement de la surface destinée à cette culture qui passe de 43.000 hectares à seulement 8000 l'année dernière ", a affirmé Ould El Hocine **Abdelghani M**
 (Lire en page 10)

LA PME/PMI EN ALGÉRIE PASSÉE AU CRIBLE DE LA BEI

L'accès aux financements, le foncier et les efforts de l'Etat



Le secteur de la PME/PMI vient de faire l'objet d'une étude approfondie menée par une équipe d'experts de la Banque européenne d'investissement (BEI). Intitulée "Etude concernant l'accès des entreprises de petite dimension à des formes durables de financement externe en Algérie", cette étude passe en revue la situation que traverse ce secteur, tout en mettant en avant les contraintes auxquelles sont souvent confrontées les initiatives visant à la création de petites et moyennes entreprises sur le marché national.

M. Amani
 (Lire en page 24)

CRÉATION DE CHAMPIONS NATIONAUX, LOBBYING ET INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE

Le retour en grâce du patriotisme économique

La croissance n'est tributaire que d'une intervention accrue de l'Etat, lequel doit pleinement jouir de ses prérogatives et jouer son rôle de régulateur.

AUSSI, le retour en force du patriotisme économique ne peut que jouer en faveur du développement économique. Dans ce sens l'expert et universitaire, Mourad Preure, a plaidé, lundi dans la soirée, un débat sur les PME algériennes face aux défis de l'intelligence économique, pour la mise en place de politiques publiques devant promouvoir l'intelligence économique. Ce dernier a estimé que l'intelligence économique n'est que l'une des facettes du patriotisme économique, celui-ci n'étant pas un concept à bannir vu qu'il s'agit de préserver les intérêts d'une nation. Il indiquera, à ce titre, que des pays ayant de tout temps prôné le libéralisme économique comme les Etats-Unis, la France ou le Japon, n'hésitent pas à recourir à des mesures protectionnistes pour protéger leurs entreprises. Il citera, à titre d'exemple, les mesures prises par le sénat américain afin de bloquer le rachat d'entreprises américaines

qu'il estimait stratégiques par des fonds souverains étrangers. Pour M. Preure, il est donc de l'intérêt de l'Algérie de préserver ses entreprises et qu'il est inconcevable qu'on laisse des groupes nationaux, qu'ils soient publics ou privés, qui apportent de la valeur ajoutée à l'économie nationale, disparaître. Pour l'expert, il est primordial de les encourager et de les protéger comme il est aujourd'hui nécessaire de promouvoir l'émergence de champions nationaux qui entraîneraient derrière eux un vaste tissu de PME, notamment dans la cadre de la sous-traitance ainsi que la mise en réseau d'entreprises par intégration. Et c'est dans ce contexte qu'intervient l'intelligence économique qui doit être l'objet d'une politique publique, notamment dans le cas de l'Algérie, qui nécessite pour sa réussite une "action vigoureuse de modernisation menée sous la (...) supervision de l'Etat en s'inspirant des expériences asiatiques" afin de servir de levier à l'expansion des entreprises algériennes de manière générale. Dans ce sens, l'intervenant insistera sur l'importance que peut constituer la qualité de l'information économique, laquelle permet de réagir, d'anticiper et d'agir sur le

cours des événements dans un contexte mondialisé marqué par la continuité du changement et la compétition. Il a néanmoins reconnu que ces entreprises sont "les moins préparées" pour disposer des instruments nécessaires de protection dans l'arène hautement compétitive de la mondialisation. Il a ainsi plaidé pour la mise en place de systèmes de veille ainsi que le recours au lobbying pour la conquête de marchés extérieurs. Il a également souligné la nécessité pour les entreprises nationales de s'adapter aux nouvelles données de la concurrence, notamment par la mise à niveau et la réhabilitation de leurs capacités managériales et technologiques ainsi que l'anticipation des menaces et opportunités. Aussi, une nouvelle approche proposée par le CNC-PME visant à mettre l'entreprise algérienne "au rythme de l'économie mondiale" a été, en outre, présentée à cette occasion par M. Preure. Cette initiative intitulée "les ateliers du changement" consiste, d'après ses concepteurs, à engager des rencontres entre les professionnels, le mouvement associatif et les universités, afin de mettre toutes ces parties en un réseau d'échanges qui constituera la plate-forme d'un

système d'intelligence économique propre à l'Algérie. Les résultats attendus de cette approche portent aussi sur la mutualisation des actions des PME, l'enclenchement d'une dynamique de transformation basée sur les technologies de

l'information et de la communication (TIC) des PME en partenariat avec les universités et collectivités locales ainsi que la modernisation du management et de l'organisation des PME.

Samira G

MOHAMED SÉGHIR BABÈS

"Les rapports de conjoncture bientôt présentés"

LE PRÉSIDENT du Conseil national économique et social, M. Mohamed Séghir Babès, a annoncé, lundi soir, en marge de la conférence-débat sur les PME algériennes face aux défis de l'intelligence économique, que son institution présentera très prochainement un rapport d'évaluation de l'état socioéconomique de la nation portant sur la période allant de 2005 à 2007 et le premier semestre 2008. Selon le président du Cnes, cela devrait se faire après l'Aid El-Fitr. M. Babès a également souligné les défis de la mise en place d'une économie basée sur la connaissance en Algérie. Il a rappelé, dans ce contexte, que le Cnes a installé un comité ad hoc pour plancher sur la question et devrait recevoir la semaine prochaine une délégation d'experts pour approfondir le débat. Le président du Cnes annoncera également que ce comité sera reçu dans les tout prochains jours par le chef du gouvernement, M. Ahmed Ouyahia. Selon M. Babès, cette rencontre se traduira certainement en politiques et stratégies gouvernementales à même de nous permettre de créer cette économie basée sur la connaissance.

S. G

LA CONJONCTURE

de Nabil Benbachir

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

La léthargie de la PME algérienne persiste

Le forum d'El Moudjahid a organisé, hier, une conférence débat portant sur la PME et l'investissement en Algérie. En effet, le dernier discours du président de la République, M. Abdelaziz Boufelflika, où il a reconnu que les politiques économiques adoptées depuis 1999 n'ont pas abouti.

DEPUIS, des questions et des interrogations sur les nouvelles mesures à prendre par les pouvoirs publics afin de remédier à la situation, n'ont pas cessé de se poser, notamment le dossier de l'investissement direct étranger (IDE), et la petite et moyenne entreprise. En outre, pour l'invité du forum El Moudjahid, M. Bensassi, président du conseil national consultatif pour la promotion de la PME, a déclaré que l'avenir du développement économique en Algérie dépend de la PME "il faut donner plus de moyens financiers pour booster la productivité des entreprises locales". Il faut prendre des décisions politiques pour faire aboutir et impulser la PME en Algérie. Bensassi a fait une proposition de consacrer 1 % de PIB pour le développement et la

création de PME. Concernant les dernières mesures prises par les pouvoirs publics, il estime qu'il est temps de concrétiser ces mesures, notamment celles portant sur l'investissement et la structuration des entreprises économiques publiques. Outre cela il a salué ces mesures et soutient la politique protectionniste annoncée par les pouvoirs publics. Une autre question pertinente concerne les multiples programmes de mise à niveau lancés par les pouvoirs publics en faveur des PME, pour Bensassi "ces plans de mise à niveau n'ont touché que 300 entreprises, un nombre très minime par rapport aux attentes". D'autre part pour l'hôte du forum, la majorité des entreprises qui ont bénéficié de ce programme sont des entreprises qui ont une aisance financière avant d'ajouter qu'il y a une discrimination dans le choix des entreprises bénéficiaires. Pour sa part, M. Amrani, consultant économique, a affirmé qu'un plan de relance économique doit se faire avec des entreprises locales, et estime, par ailleurs, qu'il faut changer le code des marchés publics. Le consultant économique a mis l'accent sur la nécessité de financer davantage les PME. Cependant, le fait est incontestable. Les petites et les moyennes entreprises (PME) jouent un rôle fondamental dans le processus de développement économique et social. Par la

souplesse de leurs structures, leur capacité à s'adapter aux pressions multiformes de l'environnement économique, leur disposition à assurer une intégration économique et le développement des régions, les PME sont au centre des préoccupations industrielles et des préoccupations politiques des Etats soucieux de préserver et de développer l'emploi. Les PME s'érigent, aujourd'hui, en acteurs majeurs de la sphère industrielle des pays développés à l'instar des pays de l'Union européenne. Le cas de l'Italie est fort éloquent en ce sens que les petites entreprises participent à 80% et 60% dans la création des emplois et de la valeur ajoutée respectivement. Il faut dire également qu'en dépit de leurs atouts, les PME privées algériennes présentent aujourd'hui des structures économiques, financières et organisationnelles fragiles laissant suggérer que les efforts de promotion de la PME entrepris par l'Etat, depuis le début des années 90, n'ont pas abouti à un décollage significatif de ces entreprises en Algérie. Une des hypothèses formulées pour expliquer cette léthargie de la PME algérienne que celle-ci n'a pas bénéficié d'un environnement institutionnel adéquat susceptible de soutenir son déploiement et sa modernisation.

Hamid Si Salem

Le citoyen ne se sait pas contribuable

Le gouvernement britannique avait bien décidé de nationaliser une grande banque en difficulté. Quand bien même qu'il fut dit qu'il ne s'agissait que d'un

"temporaire" de propriété, il n'en demeure pas moins qu'un gouvernement qui inscrit comme dogme les privatisations s'est mis à nationaliser alors que l'ensemble de la communauté libérale tance vertement les gouvernements des pays du Sud quand ces derniers prennent des initiatives de nationaliser. Les gouvernements des pays de l'Amérique latine, dont ceux du Venezuela et de la Bolivie, sont descendus en flamme quand ils veulent nationaliser pour sauver leur économie, leurs entreprises, leurs emplois, préserver l'avenir des futures générations et réduire les inégalités sociales.

Les entreprises privées en difficulté sont donc rachetées grâce au Trésor public, restructurées, c'est-à-dire renflouées, puis remises au privé en délestent ce dernier des pertes qui sont prises en charge par l'Etat et lui permettant de n'accéder qu'aux bénéficiaires. Une des facettes du néo libéralisme, nationaliser les pertes et privatiser les bénéficiaires.

Ainsi, le marché n'est pas seul à réguler l'économie contrairement à ce qui est exigé des pays en développement. Dans la régulation, il y a d'abord la main de l'Etat et celle-là n'est nullement invisible.

Ce cas, pourrait-il survenir en Algérie, à savoir racheter une entreprise privée en difficulté, au moins pour tenter de sauver les emplois puis la remettre au privé après que l'Etat, c'est-à-dire le Trésor public, c'est-à-dire le contribuable, lui soit venue au secours en payant ses dettes ?

Il est vrai que les raisons invoquées pour nationaliser dans les pays industrialisés et dans les pays du Sud ne convergent pas et ne se rencontrent que sur l'acte de nationaliser puis divergent par leurs objectifs.

Le contribuable n'existe pas chez nous en tant que prise de conscience. Le citoyen en général ne se sait pas contribuable même s'il paie des impôts, pour la raison fondamentale qu'il lui est souvent répété que les dépenses publiques proviennent des recettes de la vente des hydrocarbures.

N.B.